

L'article L 721-4 du Code de la Consommation dispose :

« A la demande du débiteur, la Commission peut saisir, à compter du dépôt du dossier et jusqu'à la décision statuant sur la recevabilité de la demande de traitement de la situation de surendettement, le juge du juge des contentieux de la protection aux fins de suspension des procédures d'exécution diligentées à l'encontre des biens du débiteur ainsi que des cessions de rémunération consenties par celui-ci et portant sur des dettes autres qu'alimentaires.

En cas d'urgence, la saisine du juge peut intervenir à l'initiative du Président de la Commission, du délégué de ce dernier ou du représentant local de la Banque de France. La Commission est ensuite informée de cette saisine ».

L'article R 721-5 du Code de la consommation prévoit quant à lui :

« La lettre par laquelle la commission saisit le juge en application du premier alinéa de l'article L. 721-4 indique les nom, prénoms et adresse du débiteur ainsi que ceux des créanciers poursuivants ou, pour les personnes morales, leur dénomination et leur siège social. Sont annexés à cette lettre un état des revenus du débiteur, un relevé des éléments actifs et passifs de son patrimoine et la liste des procédures d'exécution diligentées à l'encontre de ses biens, des cessions de rémunération qu'il a consenties et des mesures d'expulsion de son logement, établis au moyen des documents dont dispose la Commission. La copie de l'acte de poursuite fondant la demande est également jointe à cette lettre ».

Que conformément aux dispositions de l'article R 322-17 du Code des procédures civiles d'exécution «r la demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formée verbalement à l'audience d'orientation ».

Que le débiteur qui en fait préalablement la demande, peut bénéficier de l'aide juridictionnelle pour la procédure de saisie, s'il remplit les conditions d'attribution et de ressources prévues par la loi du 10 juillet 1991 et le décret du 19 décembre 1991 L

EN OUTRE IL LUI EST FAIT SOMMATION de prendre connaissance du cahier des conditions de vente qui peut être consulté au Greffe du juge de l'exécution dudit Tribunal où il sera déposé cinq jours ouvrables au plus tard après la signification du présent exploit.

Tant les conditions de fond des articles L.311-2 et L.311-6 du Code des procédures civiles d'exécution que les conditions de forme prévues par les articles R.311-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution étant réunies, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France est bien fondée à solliciter la vente forcée des biens précédemment décrits.

PAR CES MOTIFS

Constatant la validité de la présente procédure de saisie immobilière ;

Statuer ce que de droit sur les contestations et demandes incidentes qui pourraient être formées ;

Ordonner la vente forcée des biens ci-dessus désignés à la barre du Tribunal judiciaire de Paris, sur la mise à prix de

- pour le lot n° 2 : **TRENTE MILLE EUROS (30.000 €)**
- pour le lot n° 4 : **QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000 €)**

pour l'audience de vente qu'il vous plaira fixer conformément aux dispositions de l'article R.322-26 du Code des procédures civiles d'exécution ;

Dire que la créance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France s'élève à la somme de **CENT SOIXANTE NEUF MILLE HUIT CENT QUARANTE QUATRE EUROS ET QUARANTE SEPT CENTS (169.844,47 €)** en principal, intérêts et accessoires, sauf mémoire, selon décompte de créance arrêté au 21 février 2022, outre les intérêts au taux de 1,10 % l'an depuis le 22 février 2022 jusqu'à complet paiement ;

Désigner tel huissier qu'il vous plaira commettre pour procéder à la visite dans la quinzaine précédant la vente avec l'assistance si besoin est du serrurier et du commissaire de police ou de son représentant, ou du Commandant de la Brigade de Gendarmerie compétente, et à défaut de deux témoins majeurs conformément à l'article L.142-1 du Code des procédures civiles d'exécution (ancien article 21 de la loi du 9 juillet 1991) ;

Dire que la publicité ne paraîtra que dans une édition périodique de journal à diffusion locale ou régionale, et sous la forme d'une annonce internet ;

A titre subsidiaire, si la vente amiable venait à être autorisée à la demande du débiteur,

Fixer, eu égard aux conditions économiques du marché, le montant du prix en deçà duquel l'immeuble ne pourra être vendu,

Fixer la date de l'audience à laquelle l'affaire sera rappelée, dans un délai qui ne pourra excéder quatre mois ;

Rappeler que le débiteur devra accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable et devra rendre compte au créancier poursuivant, sur sa demande, des démarches accomplies à cette fin ;

Dire que le prix de vente de l'immeuble ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une vente amiable, seront consignée entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations

Taxer les frais de poursuites tels qu'ils seront indiqués et justifiés lors de l'audience d'orientation par le créancier poursuivant en application de l'arrêt du 6 juillet 2017 et notamment de l'article A 444-191 V de cet anêté, et dire qu'ils seront versés directement par l'acquéreur en sus du prix de vente ;

Dire en tout état de cause, tant sur la demande principale que sur la demande subsidiaire, que les dépens seront compris dans les frais taxés de vente ;

**SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'IL N'EN IGNORE**

Liste des pièces sur lesquelles est fondée la demande :

- Pièce 1 Acte authentique du 27 juin 2017
- Pièce 2 Tableau d'amortissement
- Pièces Tableau d'amortissement
- Pièce4 Bordereau d'inscription de privilège de prêteur de deniers et d'hypothèque conventionnelle
- Pièce 5 Bordereau d'inscription d'hypothèque conventionnelle
- Pièce 6 Lettre de mise en demeure du 13 décembre 2021
- Pièce 7 Lettre de déchéance du terme du 17 janvier 2022
- Pièce 8** Décompte de créance au 21 février 2022
- Pièce 9** Décompte de créance au 21 février 2022
- Pièce 10 Commandement de payer valant saisie immobilière

Pièce 11 Etat hypothécaire hors formalité
Pièce 12 Etat hypothécaire sur formalité

VENCHT

MD:322044

Acte ; 779230

Joël LEROI
Philippe WALD
Fabrice REYNAUD
Arnaud AYACHE
Fabien TOMMASONE
Marie CASES
Huissiers de Justice Associés
Commissaires de Justice
6 place Tristan Bernard
75017 PARIS
© 01 41 37 65 30 (stand)
© 01 41 37 65 31
Paielement par carte bancaire sur
www.Lerol-AssociésxOnu
contact@ hufcsierwebx Wn



SARL LEROI & Associés
titulaire d'Offices d'Huissiers de
Justice

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE

YVEROI : ASSOCIÉS
HUISSIERS DE JUSTICE

COUT OÉ LACTÉ	
Envjunwit	S3.M
SOT	7.W
AOfrld=C*JHArt A44J4-J	2.12
Ht	82.119
T.VA*2M>%	12.80
Coin «éructe	7559

REFERENCES

MD:322044-CC
14JW2022

PROCES VERBAL DE REMISE A PERSONNE PHYSIQUE

Requérant : CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE

Titre de l'acte signifié : une ASSIGNATION

Date de signification : 14 septembre 2022

Destinataire : Monsieur [REDACTED] demeurant 21 [REDACTED] 75016 PARIS

Cet acte a été signifié par Huissier de Justice, à la personne susnommée ainsi déclaré.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale.



M. C. 088

EJ
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
PARIS 1
6 RUE PAGAMNI
75072 PARIS CEDEX 20
Téléphone : 0144645038
Mél. : spf.parrs1@dgfip.finances.gouv.fr



FINANCES PUBLIQUES

Maitre **NORMAND & ASSOCIES SCP**
7, place de Valois
75001 PARIS

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des perceptions requises ainsi que celles connues de l'Etat pour la délivrance des formats suivis d'un sommaire des tonnes liés publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date: 25/03/2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

B214P01 2022H35043

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1972 au 24/03/2022

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Gode	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
118	PARIS 16	AS 131		(A)
				2 (A)
				4 (A)

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 26/07/2017	références d'enlèvement : B214P10 2017P4014	Date de l'acte : 27/06/2017
	nature de l'acte : VENTE		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 26/07/2017	références d'enlèvement : B214P10 2017V1281	Date de l'acte : 27/06/2017
	nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS & HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 26/07/2017	références d'enlèvement : B214P102017V1282	Date de l'acte : 27/06/2017
	nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 26/07/2017	références d'enlèvement : B214P10 2017P4039	Date de l'acte : 23/06/2017
	nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES		



(ERECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
PARIS 1

Demande de renseignements n° B214P01 2022H35043 (56)
déposée le 24/03/2022, par Maître NORMAND & ASSOCIES SCP

Réf. dossier : DOSSER 20220258 - HFRE 75018 AS131 LOTS 2 & 4

CERTIFICAT

Le Service de la Pubfcrié Pondère certifie le présent document^(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1972 au 21/03/2022 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe au fichier immobilier non rnfomiaüsé que les seules fonnahès figurant sur les 10 faces de copies d-jointes,

[x] Il n'existe que les 4 fomaiités rdiquées dans Tétât réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobfer informatisé et la date de dépôt de la demande
du 22/03/2022 au 24/03/2022 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité hdiquée au registre des dépôts conoemant les immeubles requis.

A PARIS 1.1e 25/03/2022
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Didier AROLD

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Tes cfispos316ns des articles 38 ^43 de la loi N°78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux t@ertéss* appoquent-elles garantissent pour les données-
vous concernant, auprès du Service de la Pubfcté Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

2 B214P.10 0000052155 000 R

*A B C D KFG K F J X r r B c		HOP		DEF		*A B C D KFG K F J X r r B c		HOP		DEF		*A B C D KFG K F J X r r B c		HOP		DEF			
N O P S		RIT		UV WXYX		S 4 s T A J		S 4 s T A J		S 4 s T A J		S 4 s T A J		S 4 s T A J		S 4 s T A J			
COMMUNE: PAR		A la		Ma		AS		SECTION Ab'u PLAN:		RUE DURANTIN		N-76							
f° P654GMAT10U DE LUONEUGLE				tn - FOBMALTTIS WUXV-7 PTMKOELE DESK)HR CI COUTA t (m U hnk aap-M)															
Immeuble e Axl Jthe /Cares ALIC Cskttu e-atr^				* - MUTATnm uum/DEt ACTIVES								D - CHAN GPS. F°VILEGES ET FTIPO7MEQJES							
Lmt-ntuLk M - CnttlZht tnrut. eb LI'ruo				lanmbt				txe (amfr-pt fl nilirc diti Cm				Otecmil-Mt				Du meuble			
GARREAU				LEtdL				4				27 janvier 1988							
U - MHW3EMBKT (8eto»4n lmlw 91 «KVICMII^																			
8				b				8				8				8			
1				1				1				1				1			
3				3				3				3				3			
J				J				J				J				J			
X				X				X				X				X			
il				il				il				il				il			
S				S				S				S				S			
2				2				2				2				2			
1				1				1				1				1			
JL				JL				JL				JL				JL			
io				io				io				io				io			
u				u				u				u				u			
&				&				&				&				&			
G				G				G				G				G			
ji				ji				ji				ji				ji			
is				is				is				is				is			
u				u				u				u				u			
IX				IX				IX				IX				IX			
JL				JL				JL				JL				JL			
W				W				W				W				W			
jil				jil				jil				jil				jil			
U				U				U				U				U			

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 102

25160

[illegible]

2 B214P10.0000052158.000 V

[illegible]

[illegible]

II - LOTISSEMENT (Dispositions sur lot ou appartenance) (Suite)						A - MUTATION DES SERVITUDES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)			
Numéro 1	Bâtiment 2	Etendue 3	Relevé 4	Numéro de la parcelle 5	Relevé 6	Immeuble totalité ou lot	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeuble totalité ou lot	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
							MORY sur le 31.7.1956 Evaluation plus de 7500 sur le 17.4.1961.				
							5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 DEROT de PIECE du 28.6.1961 de NORMANDIE masure d'Etat Contenant charbonnet de mine de MORYUSSEF sur le 4.9.1958 lequel est autorisé à l'afficher légalement à l'avenir MORY.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE MORY sur le 17.4.1961 MORY sur le 3.1.1958 et MORY sur le 15.2.1960 à MORY sur le 4.9.1958 sur partie de M. 500 F.				
							Alphandine 5.10.1956 vol 1893090 avec l'2 VENTE à M. de la Motte acquisition surant cession d'indivision 1961 de NORMANDIE masure à l'Etat SAUF NORMANDIE M				

2 B214P10 0000052161 000 V

[illegible]

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 21/03/2022

N° d'ordre : 1	Date de dépôt: 26/07/2017	Référence d'en liassement : B214P10 2017P4014	Date de l'acte : 27/06/2017
	Nature de l'acte: VENTE		
	Rédacteur : NOT LEDENTU-WILLIAMME / LONGJUMEAU		

Disposition n° 1 de la formalité B214P10 20J7P4014 Vente

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité			
2	CADENA TURIELLA	13/01/1955			
3	CADENA TURIELLA	23/05/1957			
4	GENE	13/09/1950			
7	GENE CADENA	16/10/1945			
5	GENECADENA	01/03/1943			
6	GENE CADENA	13/06/1944			
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité			
1		20/11/1980			
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	PARIS 18	AS 131		2
					4

DT : Droits Indivis CO : Constructions DO : Douanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PT : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenoyer TP : Toute propriété TR : Tréfona UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 170000,00 EUR

N° d'ordre : 2	Date de dépôt: 26/07/2017	Référence d'en liassement : B214P10 2017V1281	Date de l'acte : 27/06/2017
	Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS & HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
	Rédacteur : NOT LEDENTU-WILLIAMME / LONGJUMEAU		
	Domicile élu : LONGJUMEAU en l'étude		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 21/03/2022

Disposition n° / de la formalité B214PIQ 20J7V1281 : Privilège de prêteur de deniers

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
	CRCAM PARIS ILE DE FRANCE				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
1					20/11/1980
Immeubles					
Prop.Imm/Contrq	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		PARIS 18	AS 131		2 4

Montant Principal : 169900,90 EUR Accessoires : 33.980,18 EUR Taux d'intérêt 11,10 %
Date extrême d'exigibi h té : 05/06/2037 Date extrême d'effet : 05/06/2038

Disposition n° 2 de la formalité B214P10 20/7VJ28J : Hypothèque conventionnelle

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
	CRCAM PARIS ILE DE FRANCE				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
1					20/11/1980
Immeubles					
Prop.ImmtfContK	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		PARIS 18	AS 131		2 4

Montant Principal : 23.608,10 EUR Accessoires : 4.721,12 EUR Taux d'intérêt : 1,10 %
Date extrême d'exigibilité : 05/06/2037 Date extrême d'effet : 05/06/2038

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 21/03/2022

N° d'ordre : 3	Date de dépôt: 26/07/2017	Référence d'enlissement : B214P102017V1282	Date de l'acte : 27/06/2017
	Nature de l'acte : H YPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
	Rédacteur : NOT LEDENTU-WILLIAMME / LONGJUMEAU		
	Domicile élu : LONGJUMEAU en l'étude		

Duplication n° 1 de la formalité B214P10 2017V1282 : Hypothèque conventionnelle

Créanciers					
Numéro		Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité
		CRCAM PARIS ILE DE FRANCE			
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro		Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité
1					20/11/1980
Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		PARIS 18	AS 131		2
					4

Montant Principal : 15,000,00 EUR Accessoires : 3,000,00 EUR Taux d'intérêt : 1,10 %
Date extrême d'exigibilité 10/06/2037 Date extrême d'effet : 05/06/2038

N° d'ordre : 4	Date de dépôt: 26/07/2017	Référence d'enlissement : B214P10 2017P4039	Date de l'acte : 23/06/2017
	Nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES		
	Rédacteur : NOT Véronique DEJEAN de La BATIE / PARTS		

Disposition n° 1 de la formalité B214P 10 2017P4039 : Attestation immobilière après décès

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	CADENA CAUBET	14/04/1928

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 21/03/2022

Disposition n° i de la formalité B214P10 2017P4039 : Attestation immobilière après décès

Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
2	CADENA TURIELLA				13/01/1955
3	CADENA TURIELLA				23/05/1957
4	GENE				13/09/1950
5	GENE CADENA				01/03/1943
6	GENE CADENA				13/06/1944
7	GENE CADENA				16/10/1945
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	PARIS 18	AS 131		2 4

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nuc-propriété en indivision NP : Nuc-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TEiTeuycr TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix ! évaluation : 170.000,00 EUR

Complément : Biens transmis : totalité en pleine propriété.

Disposant décédé le 20/03/2016, laissant les bénéficiaires n° 2 & 3 héritiers pour 1/4 chacun, et les bénéficiaires n° 4 à 7 héritiers pour 1/5ème chacun.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 15 pages y compris le certificat

cerfa
11104*06
Diffusion Générale
des Formulaires Publiques
Fiche n° 1004
Version n° 1004



CADRE KISCUEVÉ - 1004MIMS - N° 3265-SD
N° de la demande : 1004-2020
Déposée le : 13/7/2022
Références du dossier : 1004-2020

Demande de renseignements pour la période à compter du 1^{er} janvier 1956

à soumettre en DEUX exemplaires auprès du service de publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés (voir la notice n° 3241-NOT-SD d'usage au remplissage des demandes de renseignements hypothécaires et d'information sur les biens).

Service de publicité foncière : **PARIS**

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR
Identifié : Me Xavier NORMAND-BOOARD - SCP NORMAND & Associés
Adresse : Avocats au Barreau de Paris
7, place de Valois 75001 Paris
Dossier O° 20220253
(Courriel : xnormand-1@gailx.com)
Téléphone : 01 47 20 3001
À PARIS, le 13 / 07 / 2022
Signature (obligatoire) :

IDENTIFICATION DES INTERVENANTS
Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser la feuille de suite.

N°	Personnes physiques : Nom (en majuscules) Prénoms (en majuscules)	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	M. EPOUX		Versailles le 20 1980
2			
3			

DESIGNATION DES IMMEUBLES
Si le nombre d'immeubles est supérieur à trois, utiliser la feuille de suite.

N°	Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préciser s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de division volumétrique	Numéro de lot de copropriété
1	Paris 18ème - 16, rue Durantin	AS n°131		2
1	Paris 18ème - 16, rue Durantin	AS n°131		4
3				
4				
5				

PÉRIODE DE DÉLIVRANCE

CAS GÉNÉRAL
Période allant du 1^{er} janvier 1956 à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur des propriétés, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande.

CAS PARTICULIER
Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser :
- le point de départ (date postérieure au 1^{er} janvier 1956) :
- le point d'arrivée, au plus tard le (uniquement pour les demandes relatives à une ou plusieurs personnes)
Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier propriétaire connu ? (si oui, cocher la case)

1 Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination (en majuscules) / L'indication du courriel autorise l'envoi de la réponse par courriel.
2 Peut les demander au syndicats, muni ou non, de la date de la déclaration ou du dépôt des statuts / Ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur les immeubles.

N° 3233-SIK
(01-2020)

COUTS FACTURATION (voir notice n° 3241-NOT-SD)			
	Nombre de personnes ou d'immeubles	Tarif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles		x 12 € =	€
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles		12 €	12 €
- nombre de personnes au-delà de 3 :		x 5 € =	+ €
- nombre d'immeubles au-delà de 5 :		x 2 € =	+ €
Frais d'expédition (2 € : 0 € si envoi par courriel) :			+ 0 €
		TOTAL =	12 €

MODE DE PAIEMENT	
Carte bancaire ou Virement ou Chèque de Banque à l'ordre du Trésor public	
O Ctaque à l'ordiv du Trésor public (pour un manant maximum de 1000 €)	Numéraire (pour un monuni maximum de 300 €)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivants :

☐ Inadéquance de la désignation des personnes et/ou des immeubles

☐ Défaut ou insuffisance de précision

☐ Document non signé et/ou non daté

Autre : _____

Le _____ f _____

*Le comptable des finances publiques.
Chef du service de publicité foncière*

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

B214P01 2022F1780

Date: 2007/2022

PERIODE DE CERTIFICATION : du 22/03/2022 au 18/07/2022

REFERENCE DE LA REQUETE COMPLETEE : B214P01 2022H35043

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot	
118	PARIS 18	AS 131			(A)
				2	(A)
				4	(A)

(A) Désignation des formules liées à l'attribution de la copropriété



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
PARIS 1
6 RUE PAGANINI
75012 PARIS CEDEX 20
Téléphone: 01 44 64 50 38
Mail: spfparis1@dgfip.finances.gouv.fr

F
FINANCES PUBLIQUES

Maitre NORMAND & ASSOCES SCP
7, place de Valois
75001 PARIS

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que cotes connues de Fk# pour la délivrance des formaldes suivi dun sommaire des formaldes puDtees et reportees.
- > La rponse à votre demande de renseignements.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 07/07/2022 AU 18/07/2022

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants ' Prop.Imm JContre' TDébiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
18/07/2022 D30625	COMMANDEMENT VALANT SAISIE HUI CASES PARIS	01/06/2022	CRCAM PARIS ILE DE FRANCE [REDACTED]	B214P01 S00097

Lx présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.

■ J JE
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

T
FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
PARIS 1

Demande de renseignements n°B214P01 2022F1780
déposée le 18/07/2022, par Maître NORMAND & ASSOCIES SCP

Complémentaire de la demande initiale n°2022H35043 portant sur les mêmes immeubles.

Réf dossier : CDT PAYER / [REDACTED]

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(e) <pi contient les éléments suivants:

[x] Il n'existe aucune forme publiée au fichier immobilier informatisé,

- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 07/07/2022 au 18/07/2022 (date de dépôt de la demande)

[x] Il n'existe qu'une formalité inscrite au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A PARIS 1 le 20/07/2022

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Dictionnaire AROLD

O Le nombre de page(s) total figure en fin de document.

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données
vous concernant auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.